

Le directeur général

Maisons-Alfort, le 30 mars 2012

## **AVIS** **de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation,** **de l'environnement et du travail**

**relatif au projet de décret visant à modifier les rubriques de la nomenclature concernant les déchets pyrotechniques, à savoir les rubriques 1313, 2717, 2718 et 277 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

---

*L'Anses a pour mission de contribuer à assurer la sécurité sanitaire dans les domaines de l'alimentation, de l'environnement et du travail et d'évaluer les risques sanitaires qu'ils peuvent comporter.*

*Elle fournit aux autorités compétentes toutes les informations sur ces risques ainsi que l'expertise et l'appui technique nécessaires à l'élaboration des dispositions législatives et réglementaires et à la mise en œuvre des mesures de gestion du risque (article L.1313-1 du Code de la santé publique).*

---

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail a reçu une demande d'avis en date du 2 mars 2012 sur le projet de décret visant à modifier les rubriques de la nomenclature concernant les déchets pyrotechniques, à savoir les rubriques 1313, 2717, 2718 et 277 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les modifications apportées à la nomenclature par ce projet de décret visaient à :

- Clarifier la situation actuelle en regroupant l'ensemble des activités liées au transit, regroupement et tri de déchets pyrotechniques sous les rubriques 2717 et 2718 de la nomenclature des installations classées,
- Ne soumettre toutes les activités de destruction de déchets explosifs qu'à la rubrique 1313 (et exclure ces déchets de la rubrique 2770),
- Clarifier le champ d'application de la rubrique 1313 qui ne doit viser que les déchets de produits explosifs et pas les déchets de produits explosibles.

Ainsi, le projet de décret envoyé en consultation proposait de supprimer la mention de la rubrique 1313 des rubriques 2717 et 2718, ainsi que la mention « tri » de la rubrique 1313. Il proposait également d'exclure les installations soumises à la rubrique 1313 de la rubrique 2770 et de clarifier le libellé de la rubrique 1313.

Le projet de texte a été examiné par l'unité d'évaluation des risques liés à l'air. Ce projet de décret n'appelle aucune observation entrant dans le périmètre de compétences de l'Anses.

**Le Directeur général**

Marc Mortureux



## ANNEXE



Direction Générale de la  
Prévention des Risques

Paris, le 02 MARS 2012

Service des Risques Technologiques  
Sous-direction des risques accidentels  
Bureau des risques technologiques  
et des industries chimiques et  
pétrolières

COURRIER ARRIVE

- 8 MARS 2012

DIRECTION GENERALE

Référence : BRTICP2012-0293L

Vos réf. :

Affaire suivie par :  
Suzelle LALAUD  
Tél. : 01 40 81 90 02 - Fax : 01 40 81 90 30  
suzelle.lalaud@developpement-durable.gouv.fr

Objet : Nouvelle consultation relative aux rubriques 1313, 2717, 2718 et 2770 de la  
nomenclature des installations classées

Madame, Monsieur,

Par courrier du 7 octobre 2011, vous avez reçu pour consultation un projet de décret visant à modifier les rubriques de la nomenclature concernant les déchets pyrotechniques, à savoir les rubriques 1313, 2717, 2718 et 2770. Les modifications apportées à la nomenclature par ce projet de décret visaient à :

- clarifier la situation actuelle en regroupant l'ensemble des activités liées au transit, regroupement et tri de déchets pyrotechniques sous les rubriques 2717 et 2718 de la nomenclature des installations classées,
- ne soumettre toutes les activités de destruction de déchets explosifs qu'à la rubrique 1313 (et exclure ces déchets de la rubrique 2770),
- clarifier le champ d'application de la rubrique 1313 qui ne doit viser que les déchets de produits explosifs et pas les déchets de produits explosibles.

Ainsi, le projet de décret envoyé en consultation proposait de supprimer la mention de la rubrique 1313 des rubriques 2717 et 2718, ainsi que la mention « tri » de la rubrique 1313. Il proposait également d'exclure les installations soumises à la rubrique 1313 de la rubrique 2770 et de clarifier le libellé de la rubrique 1313.

Présent  
pour  
l'avenir

PJ : Projet de décret amendé

Destinataires in fine

www.developpement-durable.gouv.fr

Grande Arche de la Défense - 92066 La Défense Cedex Tél. : 01 40 81 21 22

La consultation sur ce projet de décret a été menée de début octobre à fin novembre. Plusieurs observations ont été émises sur ce projet de texte, dont deux remarques principales :

- le risque de dilution de la connaissance du risque pyrotechnique en permettant l'accueil de déchets de produits explosifs dans des installations non spécifiques à ces déchets (rubriques 2717 et 2718). Cette remarque a été reprise par une grande majorité des personnes consultées ;
- la demande d'intégration d'une gradation dans les seuils de la rubrique 1313 suivant la dangerosité du déchet explosif traité, à savoir s'il s'agit d'un déchet à risque de détonation ou non.

En vue de répondre à ces observations, le projet de décret envoyé en consultation en octobre a été amendé selon les principes suivants :

- conserver l'ensemble des opérations de traitement (tri, transit, regroupement et destruction) des déchets pyrotechniques dans la rubrique 1313,
- conserver un seuil déclaratif pour les activités de tri, transit et regroupement adapté aux déchets les moins dangereux permettant ainsi la mise en place de filières de récupération de ces déchets,
- intégrer une gradation suivant la dangerosité présentée par le déchet en alignant la rédaction et les seuils de la rubrique 1313 sur les seuils de la rubrique 1311 (stockage de produits explosifs).

→ Par conséquent, je vous prie de trouver ci-joint ce projet de décret amendé. Je vous saurais gré de me faire part, avant le 25 mars 2012, délai de rigueur, de vos remarques et propositions sur ce projet de texte, en faisant parvenir une copie de votre réponse à l'adresse électronique indiquée ci-dessus.

Mes services se tiennent à votre disposition pour toute question concernant ce projet de texte.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur général de la prévention des  
risques

  
Laurent MICHEL

2012-SA-0070

Organisme	Adresse	Ville
AFNOR NORMALISATION	11, avenue Francis de Pressensac	91171 - LA PLAINE SAINT DENIS
Agence Française de Sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	27, 21 avenue Claude Lachaux	94100 MARSEILLE ALFORT CEDEX
ASSOCIATION DES CHAMBRAS FRANÇAISES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (A.C.F.C.)	45, Avenue de la Grande Vierge 93307 P	75008 - PARIS CEDEX 17
ASSOCIATION DES ANGES DE FRANCE	41, rue d'Orléans	75003 - PARIS CEDEX 03
ASSOCIATION FRANÇAISE DES CHAMBRES PROFES (A.F.C.P.)	11, rue de Valenciennes	75009 - PARIS
ASSOCIATION des		
ASSOCIATION FRANÇAISE DES BOIS	62, rue de l'Industrie Potentielle	75018 - PARIS
CEB - Centre de Recherche	16, rue de l'Orléans	75018 - PARIS
Coopérative de la Qualité et de la Sécurité	Montparnasse la Cité	91247 Argenteuil CEDEX
Centre national d'information indépendante sur les aliments (CINAI)	21, rue Alexandre Dumas	75011 - Paris
CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PÊCHES ET COOPÉRATIVES EUROPÉENNES	10, rue de la République	88000 MULHOUSE CEDEX
Conseil national de France	60000 - Alençon 60000 - Alençon 24, rue de la République	75003 - PARIS
FÉDÉRATION DU COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION	12, rue de la République	75003 - PARIS
FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE	30, rue de la République	75001 - PARIS CEDEX 01
FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT	14, rue de la République	75001 - PARIS
(MNF)	14, rue de la République	75001 - PARIS
INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE ET DE SECOURS (INRS)	10, rue de la République	75003 - PARIS CEDEX 16
LES ECO MARIS	215, rue de la République	75001 - PARIS
MOUVEMENT DES ENTREPRISES DE FRANCE	16, rue de la République	75001 - PARIS CEDEX 01
MOUVEMENT NATIONAL DE LUTTE POUR L'ENVIRONNEMENT (MNL)	16, rue de la République	75001 - PARIS
ONAFAM (Association nationale française des fabricants d'équipements d'armement, d'équipements et d'accessoires pour la chasse et la pêche)	16, rue de la République	75001 - PARIS
OPERA	16, rue de la République	75001 - PARIS
SYNDICAT DE VALORISATION ET D'AMÉNAGEMENT DES BOIS (SYVA)	16, rue de la République	75001 - PARIS
SYNDICAT NATIONAL DES COLLECTEURS DE DÉCHETS (SYNCO)	16, rue de la République	75001 - PARIS
SYNDICAT NATIONAL, DIF (INTERVENTION ET DE LA VALORISATION DES DÉCHETS URBAINS ET INDUSTRIELS (SYNCO)	16, rue de la République	75001 - PARIS
SYNDICAT PROFESSIONNEL POUR LE RECYCLAGE ET L'AMÉNAGEMENT DES DÉCHETS INDUSTRIELS (SYNPRO)	16, rue de la République	75001 - PARIS
SYNPRO (SYNDICAT professionnel pour le recyclage et l'aménagement des déchets industriels)	16, rue de la République	75001 - PARIS
UNION DES INDUSTRIES CHIMIQUES (UIC)	16, rue de la République	75001 - PARIS
UNION DES INDUSTRIES MINÉRIES ET MÉTALLURGIQUES (UIMM)	16, rue de la République	75001 - PARIS
UNION NATIONALE DES INDUSTRIES DE CARBON ET DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION (UNIMC)	16, rue de la République	75001 - PARIS
UNION NATIONALE DES PRODUCTEURS DE GRANULATS (UNPG)	16, rue de la République	75001 - PARIS



**Décète :**

**Article 1<sup>er</sup>**

La colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement est modifiée conformément au tableau annexé au présent décret.

**Article 2**

La ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'écologie, du  
développement durable, des transports et  
du logement,



2012 -SA- 0 0 7 0

## ANNEXE

## Rubriques modifiées

A – Nomenclature des installations classées			
N°	Désignation de la rubrique	A,D,S, C,E (1)	Rayon (2)
1313	<p>Produits explosifs (tri ou destruction de matières, objets et munitions et engins hors des lieux de découverte); Déchets de produits explosifs (installation de transit, regroupement, tri ou traitement hors des lieux de découverte).</p> <p>1. Installation de transit, regroupement ou tri de déchets de produits explosifs La quantité totale équivalente de matière active<sup>1</sup> susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure à 10 t ..... AS 6 b) supérieure à 100 kg mais inférieure ou égale à 10 t ..... A 3 c) inférieure ou égale à 100 kg ..... DC</p> <p>2. Installation de traitement mettant en œuvre un procédé autre que ceux mentionnés au 1 La quantité totale équivalente de matière active<sup>1</sup> susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure à 10 t ..... AS 6 b) inférieure ou égale à 10 t ..... A 3</p> <p><sup>1</sup> Nota : La « quantité équivalente totale de matière active » est établie selon la formule mentionnée à la rubrique 1311.</p>		
2717	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712 et 2719</p> <p>1. La quantité des substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations ..... AS 2</p> <p>2. La quantité des substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS et supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations ..... A 2</p>		
2718	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 t ..... A 2</p>		



	2. Inférieure à 1 t.....	DC	
2770	<p>Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement à l'exclusion des installations visées à la rubrique 1313.</p> <p>1. Les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.</p> <p>a) La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.....</p> <p>b) La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.....</p> <p>2. Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement....</p>	<p>AS</p> <p>A</p> <p>A</p>	<p>3</p> <p>2</p> <p>2</p>

(1) A : autorisation, D : déclaration, S : servitude d'utilité publique C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement, E : enregistrement

(2) Rayon d'affichage en kilomètres